

Post-scriptum, par Yves Veyrier, Secrétaire confédéral

Du G20 à Rio+20 en passant par le CESE...

Article paru dans FO Hebdo n°3037

Le G20 désigne les vingt pays les plus importants sur le plan économique, réunis au niveau des chefs d'État et de gouvernement depuis novembre 2008 en réaction à la crise. Aux pays qui constituaient le G8 (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Chine et Russie) ont été associés les pays dits émergents (dont le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Mexique ...). Il avait lieu les 19 et 20 juin à Los Cabos (Mexique).

Rio+20 est, vingt ans après le Sommet de la Terre, qui avait déjà eu lieu à Rio (Brésil), la Conférence des Nations unies consacrée au «développement durable», qui se déroulera du 20 au 22 juin.

Le CESE, en France, est la suite du Conseil économique et social (CES) après que la dimension environnementale a été formellement ajoutée (d'où le deuxième E) et avec l'adjonction de représentants d'associations environnementales. FO, comme syndicat, y est représentée par dix-sept conseillers. On l'a compris, dans tous les cas, les organisations syndicales ont fait en sorte de faire valoir les analyses et revendications des travailleurs.

FO était présente avec la CSI (Confédération syndicale internationale) dès novembre 2008, à Washington, pour défendre auprès des chefs d'État du G20 une réforme radicale du système économique qui donne la primauté au progrès social et ne le considère pas comme, au mieux, élément subsidiaire de l'économie de marché.

Dès 1992, à Rio, les syndicats étaient aussi mobilisés avec la CISL (Confédération internationale des syndicats libres, qui est devenue la CSI en 2006) pour que l'accent mis sur les enjeux environnementaux accompagne la priorité pour le social et que la notion de «durabilité économique» ne serve pas à justifier des reculs sociaux. FO est, cette semaine encore, représentée dans la délégation de la CSI à Rio.

Au sein du CESE, FO a fait entendre les mêmes préoccupations. D'abord en militant pour le maintien d'une section chargée des questions internationales, puis en obtenant de s'en voir confier la présidence. En faisant aussi en sorte que des avis soient produits et votés par le CESE sur les principaux enjeux sociaux et environnementaux. Un avis a été adopté en septembre dernier sur le G20 et plus récemment, le 22 mai, sur Rio+20.

À l'occasion des débats sur Rio+20 au CESE, FO apportait son soutien au projet d'avis, notant en particulier que ce dernier reprenait l'appel à «donner la primauté aux droits sociaux tels que définis par l'OIT», et à «définir de manière universelle des normes environnementales [...] via la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME)». Pour FO, la notion de développement durable ne peut se concevoir qu'au service du progrès –progrès des droits de l'homme et progrès social–, en préservant l'environnement aujourd'hui et demain pour tous les êtres humains.

Activité syndicale du 19/06/2012

